

LA SOCIOLE

Feuille a-périodique du GDALE -
Groupe d'Anarchistes de Lille et Environs

Novembre et +
2005

VOIX SANS ISSUE

À GAUCHE DE LA GAUCHE DE LA GAUCHE DE LA GAUCHE,
ON TOURNE EN ROND

Après le 29 mai, rien n'a changé dans une gauche qui se résume à une division entre Fabius et Hollande, deux tendances du Parti Socialiste qui favorisent la sauvegarde des rapports sociaux actuels. Par rapport à l'immigration, gauche ou droite défendent la même chose : une Europe fermée à toute immigration. Ce n'est pas au travers de luttes de chefs – Fabius, Hollande ou autre – que l'on pourra sortir de l'impasse.

C'est dans les luttes sociales, sur le terrain des sans-papierEs par exemple, que la lutte collective continue de prouver toute sa justesse, que ce soit à Paris, à Tours ou à Lille. C'est dans la lutte contre les OGM (même si l'Etat a refusé la comparution collective des faucheurs volontaires), ou encore contre le travail obligatoire des RMIstes, que la désobéissance doit frayer son chemin.

La forte mobilisation du Non montre à quel point le mouvement social n'a à ce jour aucune perspective. Que ce soit sur le court terme ou le long terme, il ne propose aucune ébauche de projet de société et maintient continuellement une posture défensive vouée à l'échec. C'est sans doute le coeur du problème. En tant qu'anarchistes, il est

UN SYSTÈME VIEUX
DE 65 MILLIONS D'ANNÉES



LES DINOSAURES RÈGNENT
TOUJOURS SUR LA PLANÈTE !

vital de nous battre pour qu'à terme le mouvement social soit suffisamment porteur d'espoir et d'alternatives concrètes.

Ainsi nous pouvons espérer que la tentation de trouver des débouchés dans le système électoral n'aura même plus lieu d'être : la démocratie directe nous permettra de nous réapproprier nos vies. Mais pour le moment il semble plus simple de se rendre à l'isolement que de lutter collectivement. Le collectif, voilà bien ce qui pêche aujourd'hui. C'est sans doute une grande victoire du capitalisme que d'avoir fait rentrer dans

nos têtes que les seules issues sont d'ordre individuel : réussir ses études, avoir un bon job qui te mette à l'abri du besoin, et tant pis si les autres se font écraser. Au moins sauver sa peau... et voter de temps en temps, toutE seulE dans ce lieu que l'on nomme isolement. Voter pour se rassurer, par acquis de conscience, voter pour que le grand méchant capitalisme mette un peu d'eau dans son vin, pour qu'il écrase un peu moins violemment la tête de mon voisin (et si possible épargne la mienne), voter sans y croire, surtout.

Il n'y a d'issue que collective

De toutes manières, les issues individuelles sont sans lendemain, parce qu'elles ne permettent pas de construire des solidarités, d'établir des rapports de force réels et durables contre le capitalisme, le racisme, le patriarcat, et toutes les autres formes de dominations institutionnalisées. Il ne faut pas oublier que ce que chacunE a acquis, le capitalisme l'a concédé face à des luttes collectives, et qu'il reprend plus vite qu'il ne donne.

Le référendum a-t-il construit des liens collectifs durables ? Nous ne le croyons pas. Devant notre incapacité à ébranler cette société pourtant bien pourrie, on n'a utilisé que les outils qu'elle met à notre disposition.

Certain-e-s seraient tenté-e-s de croire en la candidature des chefs auto-proclamés des mouvements sociaux aux postes électifs, en la recomposition de la gauche autour d'une figure altermondialiste censée changer la mise. Depuis quelques années, on observe un glissement

...VOIX SANS ISSUE

vers l'électoratisme des organisations de mouvement social les plus connues. Voilà déjà deux ans que des leaders nationaux et / ou chefs charismatiques d'Attac, du DAL, d'AC!, de la confédération paysanne, de Solidaires ex-G10, du PC, des Verts, de la LCR, etc. négocient un candidat commun aux présidentielles de 2007 alors qu'aucun programme commun ne se profile : des noms mais toujours pas de projet sauf celui de prendre le pouvoir.

Il est fort improbable que ces négociations (que la base de ces organisations n'approuve pas forcément) aboutissent à une éventuelle candidature altermondialiste qui fasse l'unanimité à la "gauche de la gauche". Il n'en reste pas moins que l'objectif visé est tout à la fois d'influencer le programme du candidat du PS et de négocier des portefeuilles ministériels. Néanmoins le passé nous a appris que l'ajouts de personnalités de la société civile ne changera pas le cap "néo-libéral" et sécuritaire des partis gouvernementaux.

Voter c'est abdiquer

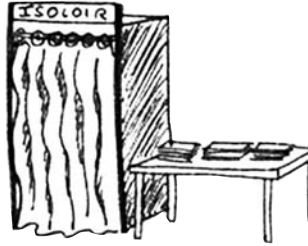


En donnant l'illusion qu'alternance signifie alternative, on essaie de nous faire oublier que voter en démocratie représentative c'est toujours se choisir de nouveaux maîtres. Pire encore, nombre d'associations protestataires renoncent à l'établissement d'un rapport de force sur le terrain pour satisfaire leur revendication, en misant presque exclusivement sur les échéances électorales. Plutôt que des luttes sociales, on assiste à des forums

MAIS PUISQUE JE VOUS DIS QUE JE VEUX PAS ALLER VOTER!



Ouais! Ouais! ILS DISENT TOUS ÇA



sociaux qui ressemblent étrangement à des meetings électoraux.

Si nous rejetons toute stratégie électoraliste, c'est aussi parce qu'elle est manifestement inefficace. Quelle que soit la teneur des négociations entre la gauche et « la gauche de la gauche », le principal parti de gouvernement dicte ses positions : malgré la présence des Verts au gouvernement de 1997 à 2002, la situation des sans-papiers s'est aggravée et l'industrie nucléaire est toujours florissante. Pendant cette période, par contre, la disparition des Verts dans les mouvements sociaux était évidente ! Et que nous promet le PS aujourd'hui ? Il suffit de se rappeler le récent rapport interne sur l'immigration établi par Malek Boutih (Le Pen a lui-même applaudi l'ancien président de SOS Racisme !), des discours ultra-sécuritaires des rabatteurs Manuel Valls et Julien Dray, ou d'observer les politiques locales "socialistes" comme à Lille : "nettoyage" et "gentryfication" du centre-ville et des quartiers proches, expulsions des squats, stratégies marketing en guise de politiques culturelles (Lille 2004 ou 3000)...

**Ne laissons personne penser,
parler, agir à notre place !
Seule la lutte paie !**

LE BRAS TENDU VERS L'EUROPE !

Le 23 octobre dernier ont eu lieu les élections présidentielles en Pologne; S'opposaient Lech Kaczynski, du parti *Droit et Justice* (droite catholique, homophobe, pour la peine de mort...) et Donald Tusk, de la *Plateforme Citoyenne* (droite libérale). Cette dernière avait remporté les législatives quelques semaines plus tôt. Là, c'est *Droit et Justice* qui a remporté la mise avec 54% des voix pour une participation frôlant à peine les 51%.

Sieur Kaczynski, déjà maire de la capitale Varsovie, y avait interdit tout rassemblement ou réunion d'homosexuel-le-s, dont les comportements sont jugés "contre-nature". Mais ceci n'était qu'un début, quand on sait que pour contrer la majorité parlementaire, *Droit et Justice* est actuellement en pourparlers avec des partis minoritaires dont *Autodéfense* (droite catholique populiste) assez populaire. Pour l'anecdote, l'un des députés de ce beau parti a été photographié il y a quelques jours entourés de jeunes gens faisant le salut nazi.

**En Pologne, en Autriche, en Italie, en France, comme ailleurs,
Voter, c'est donner le pouvoir aux réactionnaires de tous bords,
lutter c'est se donner les chances de ne pas les laisser nous imposer ce pouvoir !**

EN BREF



★ **Sarkommuniste** : le groupe PC d'Hellemmes se réjouit d'avoir voté le CLS (contrat Local de Sécurité qui organise la collaboration entre flics, services sociaux et municipalité) et d'avoir pesé avec succès pour que ce dernier inclue plus de flics que dans le projet initial. Chassez le stalinien, il revient au sarko.

★ **La hiérarchie à chie** : Début octobre, 17 des 19 salariées du service prévention de l'IAEP (association pour l'éducation Populaire) de Roubaix s'étaient mis en grève contre le harcèlement, les injures particulièrement graves de leur directrice, soutenue par le bureau de l'association. Une semaine de grève a tout de même fini par venir à bout. L'inspection du travail a poussé à la mise sur la touche de la dirche autoritaire et des enquêtes sont en cours.

★ **La formation initiale des gardes mobiles** laisse à désirer, semble-t-il. En effet après enquête il a été établi qu'une grenade lacrymogène a malencontreusement été égarée. La dite grenade fut retrouvée dégoupillée dans une salle de prière de la cité de Clichy en Émeute. Il est souhaitable que la formation continue remédie à cette bêtise sous peine de dilapider le stock des forces de l'ordre.

★ **Mayotte : la permanence du député UMP** Mansour Karmadine a été saccagée par un millier de sans-papiers comorienNEs suite à une manifestation le mercredi 28 septembre. Ils & elles dénonçaient les propos du ministre de l'Outremer François Baroin, sur une éventuelle remise en cause du droit du sol pour l'accession à la nationalité. Employés comme vendeurs ou agriculteurs, ils & elles remettent en cause l'attitude qui consiste à critiquer l'immigration clandestine tout en y recourant : on estime à 180.000 personnes de sans-papiers comorienNEs soit un tiers de la population de Mayotte.

UN GENERAL DE MOINS OU LINE CRAPULIERIE



EN BREF

★ **Les centres de rétention** niarriteront de brûler que lorsqu'ils seront vides Le 27 octobre dernier, un incendie s'est déclaré dans l'aéroport d'Amsterdam, en Hollande. Celui-ci s'est propagé assez vite. Il a atteint le centre de rétention situé au sein de l'aéroport. Les détenus s'y trouvant ont hurlé longtemps avant que les gardiens ne daignent leur porter secours. Onze sont mort-e-s. Le lendemain, la presse découvre Ébahie que ce centre disposant de 220 places enfermait plus de 340 personnes. Le surlendemain, silence.

★ **Référendum en Algérie.** 97,8% de oui. 80% de participation. Qui a osé s'abstenir ? Peut-être les disparu-e-s...

★ **Arrêté à la préfecture d'Arras.** Akash Mirza, Étudiant pakistanais, a été interpellé et conduit en garde à vue alors qu'il attendait qu'on lui remette une preuve du dépôt de sa demande d'asile. Il est toujours en rétention à Coquelles.

★ **Répression de manifestants pro-IVG :** Trois manifestants qui protestaient fin 2004 contre un rassemblement de SOS Tout petits à Paris ont été jugés le 24 octobre pour l'accusation fantaisiste de coups et blessures à agents. Malgré l'incohérence des récits des flics, la proc a requis 3 mois de sursis et 2.000 euros d'amendes. Verdict au 12 décembre.

Chaque vendredi à 20h, écoutez **la Voix sans Maître**, l'émission du CCL et de la FA sur Radio Campus (106,6 mhz).

Au programme :

- 1er ven. du mois : émission consacrée à la prison, animée par le collectif La Brèche.
 - 3e ven. : les infos anti-patriarcales
 - 4e ven. du mois : les infos anti-fascistes
- Et toutes les semaines, l'actualité politique et sociale vue par des anarchistes !

FRANCAFRICAINE DE PLUS !

L'ancien chef de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire (4000 barbouzes français depuis 2002) le général Poncet vient d'être blâmé et muté par MAM ainsi qu'un autre général et un colonel. Ces charmants gradés ont caché l'assassinat d'un Ivoirien (mort étouffé) par des soldats français en maquillant ce meurtre des faux oripeaux de la légitime défense.

Désormais l'armée française n'aurait-elle plus le droit, dans son pré carré, de pratiquer en toute tranquillité des bavures pour lesquelles de simples flics seraient à peine poursuivis ? C'est en tout cas ce qu'avance sans rire le titre phare de la presse bourgeoise. Le Monde daté du 22/10 parle d'une "Institution militaire qui a accompli un long chemin pour perdre son image de caste coupée de la société civile" et précise que "l'armée française, en 2005, n'est plus celle des débuts des années 1970 ;

les notions de transparences et d'éthique militaire y sont enseignées, et nul n'est censé ignorer que les armées en opération agissent désormais sous l'œil de la justice internationale". Amen !

Pas de chance pour le le général Poncet. Il venait d'être décoré le 13 juillet par Chirac et avait pu accoler une quatrième étoile à son calot. Alors l'ancien chef de parachutiste aurait-il commis une boulette de fin de carrière ? Au vu de ses états de services, chef des forces françaises au Rwanda pendant le génocide, patron de l'opération Licorne alors que l'armée française tirait sur la foule massée devant l'hôtel Ivoire d'Abidjan puis lorsqu'elle refluit pour fuir le massacre en novembre 2004, on peut en douter. D'ailleurs les poursuites entamées à ces occasions contre lui ont été enterrées. Qui plus est, on nous annonce une plus grande vigilan-



ce, mais les seuls soldats français poursuivis et condamnés en Côte d'Ivoire l'ont été pour l'attaque de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Les Ivoiriens seront heureux d'apprendre qu'il n'y a eu aucune exaction contre les populations civiles ! Il fallait surtout défendre les intérêts de la bourgeoisie et des banquiers.

La réalité est donc sans doute plus prosaïque. Pur produit des exactions françaises en Afrique depuis la décolonisation (soutien aux dictatures pour assurer des rentes aux magouilleurs comme Bouygues, Bolloré, ELF... en remplissant les caisses des partis politiques de la Métropole), le général Poncet, chef de guerre « charismatique » et parfois élec-

tron libre a servi de fusible utile. Un petit coup de marketing en somme pour l'armée, bien relayé par la presse française, qui permet de satisfaire tous les camps en Côte d'Ivoire tout en repoussant un peu plus d'autres informations sur les crimes de l'armée en Afrique ainsi que les résultats de l'enquête sur l'attaque du camp français de Bouaké (9 morts chez les soldats français) et qui avait été attribué aux forces aériennes ivoiriennes marquant ainsi une rupture avec le soutien quasi total accordé jusqu'alors au régime de Gbagbo.

La Françafrique est un cancer pour l'Afrique et les forces armées, qu'elles soient coloniales, d'évacuation ou d'interpo-

DÉTERRER LES PLANTS D'OGM ! ENTERRER CEUX QUI NOUS LES IMPOSENT !

Le 29 septembre dernier, onze militant-e-s passaient en jugement au Tribunal de Lille, suite à l'arrachage d'une parcelle de betteraves génétiquement modifiées dans la commune d'Avelin en 2001. Le verdict est tombé le 3 novembre : 1 mois de prison avec sursis pour 8 des prévenu-e-s et 2 mois pour les autres, au motif qu'ils sont élus (!) ; 5.000 euros de dommages et intérêts à partager, et 300 euros chacun-e de remboursements de frais de justice à la société SES-Vanderhave. Pourtant, les prévenu-e-s et leurs témoins avaient démontré, lors de l'audience, l'illégalité des essais menés par la société Advanta - qui a bizarrement changé de nom entre temps...

Ci-dessous, le tract diffusé par le Groupe D'Anarchistes de Lille et en Environs à l'occasion de la mobilisation pour ce procès qui a rameuté plus de 1.000 personnes devant le palais d'injustice.

Le 4 novembre, verdict dans un autre procès anti-OGM, à Nonette dans le Puy-de-Dôme : 12 des 15 prévenu-e-s écopent d'un mois de sursis et de 16.000 euros d'amende à partager. Trois sont relaxé-e-s pour nullité de la procédure.



La lutte continue !

potentiels qu'elles procurent aux investisseurs, la population dans son ensemble n'a pas la maîtrise du choix de celles-ci. Pour nous, il faudrait régulièrement déterminer compte tenu des besoins du moment et à venir, ainsi que de leur hiérarchisation nécessaire, quels sont les biens et les services à produire. Tous ces choix devraient être faits collégialement, par les travailleur-euse-s impliqué-e-s et par la collectivité toute entière.

La généralisation des organismes génétiquement modifiés a pour conséquences l'aggravation de la pollution des sols, le recul de la diversité des semences cultivées, des séquelles sanitaires imprévisibles et incontrôlables. Elle participe à la mise en coupe réglée par l'économie capitaliste de la survie alimentaire de la planète, déjà largement entamée par la propriété privée des terres et l'imposition de monocultures d'exportation à la place de cultures vivrières. La monopolisation du marché des semences par quelques multinationales aggrave la dépendance économique des travailleur-euse-s de la terre: les paysan-ne-s des pays les plus pauvres meurent avant tout de ne pas être solvables ! Leur exode vers les

bidonvilles des mégapoles du « tiers-monde » n'est pas prêt de s'achever... Et on leur dira qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde avant de les expulser d'Europe.

Une alimentation saine et respectueuse de l'environnement est un besoin élémentaire pour tou-te-s et l'existence de labels de qualité (bio, soutenable, équitable...) ne fait qu'entériner une alimentation de classe. Ce n'est pas en accordant un dessert bio dans les cantines scolaires des gamins d'occidentaux qu'on mettra fin à notre asservissement alimentaire !

Dans la société capitaliste, où les productions sont le plus souvent engagées en fonction des profits

Malgré la multiplication des procès depuis les premières actions, les arrachages de cultures d'OGM se multiplient. L'efficacité de cette lutte tient à sa forme d'action directe : nous ne voulons pas d'organisme génétiquement modifié, nous n'avons rien à attendre de l'Etat, éternel allié des empoisonneurs capitalistes tels que Monsanto, Meristem Therapeutics, Avanta, Biogemma, etc., alors arrachons-les nous-mêmes !

**La meilleure façon de
soutenir les 11 d'Avelin
et tou-te-s les arracheur-
euse-s d'OGM,
c'est de faire pareil !!!**

IMMIGRATION : TOUJOURS PLUS DE CONTRÔLE ET DE RÉPRESSION

La période estivale est toujours le temps des coups bas pour les gouvernements. En juillet, les ministres de l'intérieur du G5 (ALL, ESP, FRA, ITA, RU) ont en effet annoncé la mutualisation des forces et l'organisation de vols charters communs pour expulser des personnes étrangères à grande échelle, le but étant de "faire du chiffre", alors que le nombre d'expulsions est battu d'année en année (11.000 en 2003, 16.000 en 2004). Si rien de cela n'est vraiment une nouveauté, c'est la dernière touche d'un système qui vise à surveiller, enfermer et expulser les personnes d'origine étrangère jugées inaptes à vivre sur le sol européen.

En outre, ce qui s'est passé ces dernières semaines au Maroc et dans les enclaves espagnoles Ceuta et Melilla, ramène à une réalité cruelle qui symbolise la

politique migratoire des pays européens et ce qu'ils attendent des pays-tiers : jouer le rôle de "gendarmes" de l'Europe.

État nation, État maton

Nous vivons la fin d'un processus historique de 200 ans où l'État français a mis en oeuvre tous les moyens disponibles pour construire une politique migratoire (avec ses lois, ses juges et sa police des frontières). Cette politique fut d'abord nationale avant d'être assez récemment envisagée dans un cadre européen.

Parler de la police et de la surveillance des personnes étrangères, c'est parler des règlements, des institutions et des agent-e-s chargés de maintenir l'ordre, un certain ordre, institué par une ville ou un État. Depuis deux siècles, en

France, la présence d'étranger-e-s a justifié des pratiques policières entièrement consacrées à l'élaboration de processus d'identification et de contrôle d'individu-e-s... qui se sont ensuite élargis à toute la population.

Cette politique migratoire s'est doucement affinée, judiciarisée, constitutionnalisée. Au gré des besoins économiques, industriels, sociaux et politiques, l'État français a plus ou moins contrôlé l'arrivée et la gestion des immigré-e-s. Ce n'est que peu à peu que l'accusation de clandestin viendra s'en mêler...

Cette politique connaît aujourd'hui une certaine apogée. La systématisation du contrôle des étranger-e-s a connu de nombreuses étapes, de l'instauration de la carte d'identité pour étranger-e-s en 1917 aux



cartes de séjour ou autres autorisations provisoires de séjour... Le but étant de soumettre les étranger-e-s à une autorisation de séjourner, avec conditions préalables.

Les révolutions bourgeoises du XVIIIème siècle et le développement de l'État-Nation en France, comme en Europe ou en Amérique du Nord, ont donné lieu à l'émergence d'une réglementation visant au contrôle de la présence des étranger-e-s sur le territoire et à leur octroyer un statut juridique.

Désormais tout se justifie par la volonté d'assurer que la présence de personnes étrangères sur le territoire ne puisse constituer une "menace pour l'ordre public". La peur de l'étranger, pour justifier leur contrôle, est une vieille rengaine, malgré l'asile promis aux épris-es (ou réfugié-e-s) de la liberté. Par exemple, le mythe du complot étranger scanda nombre d'épisodes

rocamboliques du pouvoir bourgeois aux abois : de l'Affaire Dreyfus à l'oeil de Moscou, les capitalistes et les partis politiques ont toujours su se retrouver sur ce thème). Ce soupçon, lie des racismes, s'est "également" appliqué à la Libération avec les étranger-e-s ou naturalisé-e-s coupables de faits de collaboration, comme il a ensuite été utilisé pour intimider ou dissuader les ouvrier-e-s d'origine étrangère impliqué-e-s dans les grèves de 1947.

Jusque 1975 et l'arrêt officiel de l'immigration en France, la main d'oeuvre étrangère remplissait des secteurs nécessaires au développement industriel (des Polonais aux maghrébins d'après-guerre). Pourtant cette longue période fut celle de l'absence de visibilité sociale et politique de l'immigration. Jusque 1950, celle-ci n'est pas qu'un phénomène propre aux grandes villes, ce qui facilitait les

stratégies de "masquage". Ainsi, on a vite oublié que le "premier" centre de rétention pour étranger-e-s est découvert à Arenc, près de Marseille. En service depuis la fin des années 1960, il ne fut pourtant pas le premier du genre. En effet, dès 1949, les effluves de la Libération imprégnaient encore les jugements intolérants : ainsi, à Toul-Bautzen en Lorraine, furent enfermés les naturalisé-e-s de fraîche date n'entrant plus dans les critères et les étranger-e-s qui avaient fait "leur temps en France".

La construction d'une organisation pénitentiaire spécifique à l'immigration n'a depuis cessé de se développer. L'émergence populiste et médiatique de l'extrême-droite a frotté le poil nationaliste de tout ce que compte la clique politique raciste française, du "seuil de tolérance" de Rocard au "karcher" de la Place Beauvau.

Pasqua a donné une connotation beaucoup plus répressive, en termes physiques, men- (suite en p.6)

TOUJOURS PLUS DE CONTRÔLE

(suite de la p.6) en "centres d'accueil" ou plutôt centres d'internement pour Subsaharien-ne-s ou Roumain-e-s (ainsi, les expulsé-e-s roumain-e-s seront assigné-e-s à résidence pendant trois années).

Lutter contre le consensus raciste

La récente reprise des charters européens et les événements du mois dernier viennent donc boucler la politique migratoire de ces États. Messages de dissuasion à l'adresse des personnes tentées par l'émigration, ces traitements collectifs ne s'effectuent qu'au mépris de la dignité des personnes et ne sont que l'expression commune des racismes d'État en Europe : en créant une

citoyenneté européenne, comme les nationalités ou les citoyennetés républicaines dans le passé, les États ont ouvert la porte au refus et à l'intolérance, aux expulsions des personnes qui ne rentrent pas dans leurs critères de sélection politique, économique et sociale.

Bien sûr, il faut empêcher ces reconduites massives, mais n'oublions pas que beaucoup d'expulsions vers le Maghreb par exemple se font par le train, le bateau ou les vols commerciaux, ce qui est moins médiatique. En effet, les expulsions quotidiennes peuvent être massives sans recours à l'arrogance spectaculaire des charters. Des Ivoirien-ne-s, Chinois-e-s, Tchétchènes sont expulsé-e-s quotidiennement.

La machine à expulser façonnée par

Pasqua fonctionne et l'ensemble des dirigeant-e-s des grands partis de droite (Sarkozy, Baroin) ou de gauche (Boutih, Dray) peuvent avancer l'idée d'"immigration choisie", dans le silence le plus total des politiques et des médias, ce qui n'est pas tout à fait une nouveauté (la loi de 1893 ordonnait que les pouvoirs publics pourraient s'opposer "pour cause d'indignité" à l'acquisition de la nationalité française des enfants nés en France mais non résidant à leur majorité).

Lutter contre le consensus raciste d'une classe politique qui s'accorde sur une vision répressive et utilitaire de l'immigration, c'est lutter tous les jours à la base pour la régularisation des sans-papier-e-s, faire pression pour que s'arrête la machine de la répression et des expulsions.

Témoignages sur Ceuta & Melilla : http://lille.indymedia.org/article.php3?id_article=2715
http://lille.indymedia.org/article.php3?id_article=2677 et sur <http://estrecho.indymedia.org/>

LE 4 OCTOBRE COMME LES JOURS SUIVANTS, NE REPRENONS PAS LE TRAVAIL !

Tract diffusé par le GDALE à l'occasion de la grève générale du 4 octobre. Il semblerait, contre toutes nos prévisions, que certain-e-s aient repris le travail depuis.

Au nom de la lutte contre le chômage, le gouvernement Villepin-Sarkozy, comme ses prédécesseurs, pratique une politique de classe qui sape progressivement les acquis des luttes ouvrières passées. Ce 4 octobre enfin, après un été riche en ordonnances réactionnaires, l'appel à la riposte est lancé. Face aux attaques antisociales, nous ne pouvons faire de ce jour de grève une énième micro réaction épidermique voire une messe pour des directions syndicales avides de négociations avec l'Etat et le Patronat. Notre mobilisation et notre détermination restent les clés de notre émancipation !

Régression sociale généralisée

Le gouvernement prétend vouloir donner du travail à tout le monde, mais il n'offre que la pauvreté pour toutes et tous ! Avec le Contrat



Nouvelle Embauche les salariéEs sont condamnés à une servitude de 2 ans au risque d'être jetés comme des kleenex avant terme. Traduction du contrat de mission rêvé par le MEDEF, ce CNE pourrait bien à terme gangrener tout le monde du travail comme les CDD ou l'intérim avant lui. La loi PME renforce encore une flexibilité déjà gravissime depuis les 35h d'Aubry-Jospin en imposant un forfait jour qui pourrait conduire certainEs à bosser jusqu'à 65h hebdomadaires. Contre les chômeurs/ses, on multi-

plie les contrôles via les maisons de l'emploi et on les somme d'accepter n'importe quel emploi (précaire, ça va de soi) sous peine de baisse voire de suppression des indemnités. Dans le public comme dans le privé, on multiplie les contrats « aidés » comme le contrat d'accès dans l'emploi (dont les 45 000 « emplois vie scolaire » de l'Educ Nat, équivalent en pire des peu glorieux Emplois Jeune de la Gauche poubelle) voire les Contrats d'Avenir où l'on bosse en étant payé avec son propre RMI. Pourtant la déréglementation du travail n'est qu'un outil pour mettre en place une précarité généralisée. L'Etat et le patronat utilisent pour ce faire toutes les oppressions possibles (origine, sexe, etc.) pour fragiliser les individuEs. Cet été, pendant que Villepin torchait ses ordonnances, des incendies parisiens rappelaient que la situation du logement est catastrophique. Au lieu de s'attaquer aux marchands de sommeil et trouver des logements (suite en p.8)

(suite de la p.6) **LE 4 OCTOBRE COMME LES JOURS SUIVANTS...** main et décide

dignes de ce nom, particulièrement pour les plus pauvres, l'Etat a envoyé Sarkozy virer les habitantEs des squatts. Le même sinistre de l'intérieur en profitait même pour renforcer la chasse aux sans papierEs alors que les eurocharters commencent à décoller et qu'à Ceuta ou ailleurs on assassine les migrantEs aux portes de l'Europe forteresse.

Enfin, il faut réduire au silence les oppositions. Les classes populaires et notamment les jeunes sont victimes de longue date de la criminalisation, de même que les sans papierEs, alors que les patronNEs négriers peuvent dormir sur leur tas d'euros. La précarité au travail réduit aussi les capacités de mobilisation et notamment de grève. Et au cas où nous n'aurions pas compris, on envoie le GIGN contre des grévistes à Bègles à côté de Bordeaux (14 mises en examen et des sanctions disciplinaires démesurées) ou contre les marins de la SNCM qui n'ont fait que reprendre leur outil de travail à l'Etat patron qui voulait brader leur entreprise. Les faucheurs/ses d'OGM comme les 11 d'Avelin sont poursuivis devant les tribunaux pour avoir simplement bloqué une partie des programmes assassins de la firme pharmaceutique Advanta.

Nous avons toutes les raisons de nous révolter, prenons en main notre lutte !

La construction d'un véritable rapport de force est toujours plus impérieuse. Luttons pour que chacunE se prenne en

de ses affaires, sans le moindre intermédiaire. Seule la lutte a toujours payé. N'attendons pas que la grève générale soit décrétée par quelque cheffailloNE autoproclamé, faisons-la ici et maintenant ! Pour être efficaces, ne nous laissons imposer aucune méthode de luttes : ni « temps forts » ni alternatives électrolaires bidons (le Non au référendum n'a rien changé, au contraire !), c'est aux salariéEs, aux syndicats de base, aux précaires et à tous les individuEs quel que soit leur mode de regroupement de



pousser tout ce qui se mettra en travers de leur route, de contrôler au maximum leur mouvement en fixant précisément les revendications, les mandats impératifs et révocables, et les modalités d'actions.

Tant de rêves, temps de grèves

Pour sortir enfin de l'ennui, la morosité et la misère quotidienne, il nous faut lutter pour l'égalité économique et sociale, la démocratie directe où nous définirons le déroulement de notre vie sans les parlementaires et bureaucrates qui dirigent nos vies contre nous. Pour sortir de ce système, il ne peut s'agir de prendre le pouvoir mais bien de le renverser pour le remplacer par un autre fonctionnement : une société autogestionnaire basée sur la libre association.

Le non au référendum n'a rien changé !

Grève générale illimitée !

AGENDA

★ samedi 12 novembre, 20h30 : Soirée de soutien à la librairie la Casbah, de Nancy : concerts de Rosa Park et Richard Durn. Prix libre. Au CCL, 4 rue de Colmar, M^oPorte des Postes.

★ jeudi 17 novembre, 19h : projection-débat témoignages des Mayasí, par Colores Latino-americanos. Maison-folie de Moulins.

★ lundi 21 novembre, 20h : début de grève reconductible à la SNCF

★ vendredi 25 novembre, 19h : journée contre les violences faites aux femmes. Projection-débat de iRosa & Corneliai. Entrée libre. A LiUnivers, 16 rue Danton, M^oPorte de Valenciennes.

★ samedi 3 décembre, 20h : Soirée de soutien à la compilation gratuite Taenia Solium. Prix libre. Au Labo, 65 rue Jenner, M^oCaulier

★ Tous les mercredis, 18h00 : Rassemblement de soutien aux sans-papierES. Place de la République.

NEWS DU CCL

★ La compil du CCL sort enfin ! Un CD avec 22 titres de groupes ayant joué dans la place, avec un livret tout beau ! Prix libre en soutien au Centre Culturel Libertaire de Lille, et aux causes qui le voudront bien...

★ La distro du CCL se met en place : CD et disques de plein de groupes seront dispo...

Et toujours la bibliothéque, les concerts et le reste...

Permanences les mercredi et samedi de 15h à 18h

4 rue de Colmar - M^oPorte des postes - Lille. 03.20.42.82.72



OÙ NOUS RETROUVER !



Vous pouvez rencontrer le Groupe D'Anarchistes LilloisEs :

- chaque dimanche : de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 12h30-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus - 106,6FM.

Notre adresse : GDALE, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Baršul.

e-mail : 1groupeanarlille@no-log.org.

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>

Feuille d'information publiée par le Groupe D'Anarchistes LilloisEs.

Envoi gratuit sur demande.

Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.